

Ventes d'armes, maîtrise des armements et sécurité régionale au Moyen-Orient

Anthony H. CORDESMAN

Si l'on considère l'évolution des dépenses militaires et des transferts d'armes au niveau régional, celle du Moyen-Orient semble positive. La part des dépenses militaires de cette région dans l'ensemble des dépenses mondiales a diminué, passant de 6,8% en 1987 à 6,2% en 1997. Cette évolution s'explique, dans une large mesure, par les sanctions imposées à l'Iran, à l'Iraq et à la Libye et par la fin des transferts massifs d'armes en provenance de l'ex-Union soviétique pour un coût quasiment nul; le second facteur ayant plus particulièrement touché les forces militaires classiques de la Syrie et rééquilibré le rapport de forces entre Arabes et Israéliens.

En fait, les estimations établies par le Gouvernement américain indiquent que les dépenses militaires du Moyen-Orient ont chuté de 6,7% en termes réels entre 1987 et 1997, et ce malgré la guerre du Golfe. Le volume des dépenses militaires du Moyen-Orient par rapport au produit national brut de l'ensemble de la région a également chuté, passant de 17,6% en 1987 à seulement 7,6% en 1997. Dans le même temps, la part des dépenses militaires sur l'ensemble des dépenses budgétaires a chuté de 45,1% à 22,7%. Il s'agissait de la première baisse prolongée depuis 1948. Les dépenses militaires de la région s'élevaient tout de même à 52,4 milliards de dollars des États-Unis d'Amérique en 1997 et celles de l'Afrique du Nord à 5,5 milliards.

Les ventes d'armes connaissaient une évolution analogue. Le total des livraisons d'armes au Moyen-Orient était passé de 30 milliards de dollars en 1987 à 19,9 milliards en 1997, en dollars constants de 1997. La part des importations d'armes sur l'ensemble des importations de la région a également chuté, passant d'un niveau exceptionnellement haut de 27% à seulement 12,3%. D'autres documents non classés par les services de renseignement américains confirment cette évolution.

Si l'on compare les périodes 1992-1995 et 1996-1999, les livraisons d'armes ont légèrement augmenté en dollars courants, passant de 54,3 milliards de dollars à 60,8 milliards. Cette augmentation de 12% s'explique, toutefois, largement par les acquisitions effectuées après la guerre du Golfe avec des délais de livraison assez longs. En revanche, les dépenses dues aux nouveaux contrats d'armement, qui sont l'élément déterminant des futurs équilibres militaires, ont chuté de près de 30%, passant de 48,1 milliards pour 1992-1995 à 34,3 milliards pour 1996-1999.

Si l'on considère uniquement la macroéconomie des conflits, ces chiffres ne reflètent pas la tragédie qui affligea la région dans les années 70, 80 et durant la première moitié des années 90. La

Anthony H. Cordesman est actuellement titulaire de la chaire Arleigh A. Burke en stratégie au Centre d'études stratégiques et internationales où il est également Senior Advisor for Strategic Assessment. Il est aussi analyste de sécurité nationale pour ABC News et professeur adjoint des études de sécurité nationale à l'Université de Georgetown. Il est l'auteur de plus d'une vingtaine d'ouvrages et notamment d'une série de quatre volumes sur les leçons de la guerre moderne. Il a été décoré de la Distinguished Service Medal du Département de la défense et fut, par deux fois, un Wilson Fellow au Woodrow Wilson Center for Scholars à l'Institut Smithsonian.

chute des armes principales est une tendance importante. Si l'on compare à nouveau 1992-1995 et 1996-1999, l'on constate que le nombre total de nouveaux chars et pièces d'artillerie automotrice importés au cours des deux périodes est passé de 2 319 à 1 073, celui des principaux engins d'artillerie tractée a chuté de 1 221 à 234 et celui des bâtiments de guerre de surface a été divisé par deux, passant de 76 à 31, même si le nombre des nouveaux patrouilleurs rapides lance-missiles n'est passé que de 14 à 13. Le nombre d'avions de combat à voilure fixe a chuté de 329 à 181 et celui des missiles surface-air est passé de 2 367 à 1 289.

Pour néfastes qu'aient pu être les sanctions – avec des conséquences souvent très graves sur les plans économique et social –, elles eurent aussi pour effet de freiner clairement les activités de certains des États les plus agressifs de la région.

Pour néfastes qu'aient pu être les sanctions – avec des conséquences souvent très graves sur les plans économique et social –, elles eurent aussi pour effet de freiner clairement les activités de certains des États les plus agressifs de la région. Le

domaine militaire est, en fait, l'un des rares où le Moyen-Orient a suivi les tendances positives de la mondialisation en s'éloignant du militarisme. Pour autant, les chiffres n'en sont pas moins inquiétants sur les plans de la stabilité régionale et de la maîtrise des armements.

Motifs de préoccupation

La première raison est que les dépenses militaires et les transferts d'armes ne font qu'accentuer les problèmes économiques de la région. Au Moyen-Orient, sur un total de 10 000 personnes, 111 sont sous les armes – c'est le chiffre le plus élevé au monde. Les dépenses militaires de la région du Moyen-Orient s'élèvent à plus de 55 milliards de dollars par année et à plus de 60 milliards pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient réunis.

Le second motif d'inquiétude est le risque de voir les conflits se prolonger dans la région sans qu'il soit nécessaire d'importer de nouvelles armes. Le conflit du Sahara occidental peut se poursuivre indéfiniment et les conflits de frontière en Afrique du Nord pourraient déboucher sur une guerre majeure sans qu'aucune importation supplémentaire ne soit nécessaire. Les guerres intestines, comme celle qui frappe l'Algérie, ne dépendent pas des transferts d'armes classiques aux forces militaires régulières. En raison de l'accroissement de l'arsenal militaire des différents États impliqués dans la confrontation israélo-arabe, Israël, la Syrie, la Jordanie et l'Égypte seraient aujourd'hui aussi prêts pour entrer en guerre qu'ils l'étaient en 1973 et en 1982. L'évolution des ventes d'armes n'a aucune incidence sur les conflits tels celui qui oppose Israël au Hezbollah ou les violences entre Israël et Palestiniens.

L'Iran a subi de sérieuses pertes d'équipement durant la guerre qui l'opposa à l'Iraq et perdu entre 40 et 60% de l'ordre de bataille au sol, mais l'Iraq a subi des pertes similaires avec la guerre du Golfe. Si ces deux pays décidaient de reprendre les hostilités, ils se retrouveraient aujourd'hui quasiment à égalité. L'Iran s'est dotée d'une capacité militaire soigneusement orientée pour attaquer la navigation et différentes cibles dans le Golfe. Quant à l'Iraq, il conserve un avantage militaire décisif sur le Koweït et l'Arabie saoudite en l'absence d'une intervention d'une coalition des Nations Unies et d'autres États comme la Grande-Bretagne ou les États-Unis.

En fait, de nombreux éléments semblent démontrer que l'acquisition de plateformes très coûteuses et d'armes de haute précision tend à réduire le nombre des victimes et incite les combattants à se concentrer sur un nombre limité de cibles précieuses. À l'inverse, les conflits de faible envergure qui s'éternisent, comme celui du Sahara occidental, la guerre civile en Algérie, le conflit entre Israël et le Hezbollah, et la guerre Iran-Iraq peuvent multiplier les victimes civiles et les dommages collatéraux et engendrer des conséquences économiques et sociales durables.

Il est un troisième motif de préoccupation : parmi les différentes raisons qui expliquent la chute des dépenses militaires et des transferts d'armes, nombre d'entre elles résultent de circonstances uniques et sont, en fait, cycliques. Elles s'expliquent par la fin de la guerre Iran-Iraq, l'issue de la guerre du Golfe, l'avancée vers un accord de paix israélo-arabe, l'arrêt – avec la fin de la guerre froide – des transferts préférentiels d'armes en provenance de l'Union soviétique, l'accent mis sur les questions de sécurité intérieure dans des pays comme l'Algérie et les différentes sanctions imposées à l'Iran, l'Iraq et la Libye.

Les dépenses militaires et les importations d'armes ont rebondi en Afrique du Nord depuis 1997 et de sérieux éléments indiquent que l'augmentation massive des revenus pétroliers depuis 1999 pourrait entraîner une hausse considérable des importations d'armes dans le Golfe. Selon les estimations du Gouvernement américain, les dépenses militaires de l'Afrique du Nord, qui avaient atteint, en 1993, un plancher avec 4,3 milliards en dollars constants de 1997, dépasseraient aujourd'hui les 5,5 milliards de dollars. Les importations d'armes ont, de la même manière, atteint un plancher record avec seulement 130 millions de dollars en 1993, par rapport au chiffre de 2,6 milliards pour 1988, qui s'explique dans une large mesure par la reprise des achats algériens après que le Gouvernement algérien eut décidé de combattre le soulèvement islamiste. Elles sont remontées à 685 millions de dollars en 1997 et approcheraient aujourd'hui le milliard de dollar. Ces tendances ne témoignent pourtant pas d'une augmentation significative des dépenses militaires ou des importations d'armes de la Libye, qui a accumulé un retard considérable en termes de dépenses de modernisation, et pourrait bientôt voir la levée des sanctions qui lui sont imposées.

Les dépenses militaires du Moyen-Orient (Égypte, États israélo-arabes et le Golfe) sont encore loin du sommet atteint en 1990 avec 101 milliards en dollars constants de 1997, mais elles s'éloignent de leur plancher record de 1994 (50,4 milliards en dollars constants de 1997) pour approcher aujourd'hui des 60 milliards. Les importations d'armes, qui avaient chuté, passant de 31 milliards de dollars en 1987 à 15 milliards en 1994, sont remontées à 19,9 milliards en 1997. Elles pourraient dépasser les 20 milliards de dollars en 2001. Ces remontées ne traduisent pas pleinement les conséquences de la hausse des revenus pétroliers depuis le milieu de l'année 1999, des flux d'argent en Iraq, de l'érosion des sanctions, ni l'incidence des tensions et des conflits entre Israël et Palestiniens.

La quatrième cause d'inquiétude est l'apparition de nouvelles formes de conflits et de nouvelles menaces pour la sécurité. Le Moyen-Orient est aujourd'hui un gros importateur net de drogues et si aucune statistique n'est disponible à ce jour, il connaît, comme d'autres régions, une augmentation du crime organisé et de la cybercriminalité – en particulier en Israël, en Égypte et dans le sud du Golfe.

L'évolution a été plus contrastée s'agissant des guerres révolutionnaires, des conflits idéologiques, du terrorisme et des conflits entre acteurs non étatiques. Le Département d'État et les services de renseignement américains estiment que de nombreux groupes continuent, avec l'appui de certains États, à s'organiser, à s'entraîner et à perpétrer des actes de violences comme ils l'ont fait ces dernières années. Dans le même temps, le Département d'État a déclaré que le nombre de victimes déplorées récemment est relativement faible et souligne que peu d'accidents majeurs susceptibles d'entraîner la mort d'un grand nombre de personnes sont intervenus.

Le Département d'État indique que – pour la première fois depuis des années – ces formes de conflit n'ont fait aucune victime en Égypte en 1999 en raison essentiellement des actions réussies de lutte antiterrorisme entreprises par le Gouvernement égyptien et le cessez-le-feu déclaré par le plus grand groupe terroriste d'Égypte, Gama'at al-Islamiyya. Le Gouvernement algérien a également progressé sur la voie de la lutte contre les violences intérieures, lançant contre le Groupe islamique armé (GIA) des opérations anti-insurrectionnelles, qui sont venues affaiblir la campagne de violence

aveugle du GIA à l'encontre de la population civile. Le rythme des assassinats s'est ralenti, même si les militants présumés du GIA continuent les massacres.

Des progrès analogues sont intervenus ailleurs au Moyen-Orient. Au milieu de l'année 2000, le conflit qui oppose Israël au Hezbollah semblait toucher à sa fin et les violences entre Israéliens et Palestiniens ralentissaient. Les efforts d'Israël et de l'Autorité palestinienne visant à déstabiliser les activités de ces groupes ont connu un certain succès. En décembre 2000, les autorités jordaniennes ont arrêté un groupe de terroristes liés à l'organisation al-Qaida d'Usama Ben Laden et les conditions de sécurité au Liban se sont, dans l'ensemble, améliorées.

Néanmoins, d'importants groupes internationaux sont restés actifs et continuent de mettre sur pied des attaques meurtrières. Il s'agit, entre autres, de l'organisation multinationale al-Qaida, du mouvement de la résistance islamique (le Hamas) et du Jihad islamique palestinien – ces deux derniers ayant reçu le soutien de l'Iran. Les violences internes n'ont pas cessé en Égypte, en Iran, en Iraq, en Jordanie, au Liban, en Libye, en Arabie saoudite, au Yémen et dans de nombreux autres États. La nouvelle montée de violence entre Israéliens et Palestiniens, qui a éclaté le 29 septembre 2000, pourrait se radicaliser et peut-être même conduire à une reprise des hostilités à la frontière israélo-libanaise.

Il importe de préciser que les transferts d'armes sont une cause externe de violence parmi d'autres. L'Europe et les États-Unis constituent d'importantes sources de financement pour les mouvements extrémistes et terroristes de la région. L'Afghanistan et le Pakistan sont des refuges ou des sources de financement pour des mouvements comme l'organisation al-Qaida; l'Afghanistan est une source importante de narcotiques et de narcoterrorisme en Iran.

Les États hostiles ont trouvé deux moyens de contrer les avantages techniques que peuvent exploiter les États-Unis et des États régionaux modérés dans une guerre classique. Le premier est le recours à la guerre asymétrique et le second, la prolifération des armes de destruction massive.

Le cinquième motif de préoccupation est la guerre asymétrique. Les États hostiles ont trouvé deux moyens de contrer les avantages techniques que peuvent exploiter les États-Unis et des États régionaux modérés dans une guerre classique. Le premier est le recours à la guerre asymétrique et le second, la prolifération des armes de destruction massive.

La guerre asymétrique ou le fait qu'elle constitue une menace au Moyen-Orient ou pour le reste du monde ne sont pas des éléments nouveaux. Les experts chinois ont produit une nouvelle littérature très abondante qui examine les différents moyens par lesquels des États ou des mouvements peuvent attaquer une puissance avec des armements classiques modernes et l'emporter. Un rapport du Département de la défense des États-Unis sur les enseignements à tirer de la guerre au Kosovo précise, s'agissant de l'opération Force alliée :

Milosevic était incapable d'affronter directement les capacités militaires supérieures des alliés. [...] Il a donc choisi de combattre essentiellement par des moyens asymétriques : tactique de la terreur et répression à l'encontre des civils kosovars; exploitation de l'objectif de l'alliance de minimiser les victimes civiles et les dommages collatéraux; création d'énormes flux de réfugiés pour provoquer une crise humanitaire, en particulier dans les pays voisins; campagnes de propagande et de désinformation.

Ces tactiques ont posé de sérieuses difficultés à nos forces, mais celles-ci ont pu les surmonter grâce à l'excellence de leur formation, de leur direction, de leur motivation et de leur équipement. Ces obstacles mirent toutefois en évidence la nécessité d'élaborer en permanence de nouveaux concepts opérationnels et de prévoir de nouvelles capacités pour contrer de futurs défis asymétriques. Autrement dit, les adversaires utiliseront des méthodes non

conventionnelles pour mettre en échec ou entamer les forces américaines et alliées et exploiter leurs vulnérabilités. Milosevic a fait très clairement montre de sa propension aux tactiques asymétriques. Il espérait ainsi profiter du souci politique légitime des nations de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord s'agissant de la sélection des cibles, des dommages collatéraux et de la conduite d'opérations militaires contre des forces ennemies volontairement mêlées aux réfugiés civils.

Dans le cas des flux de réfugiés, les délais ont été si courts et leur nombre si important que les pays voisins, en particulier l'ex-République yougoslave de Macédoine et l'Albanie, ont été très vite dépassés. Cette crise humanitaire provoquée par Milosevic entendait mettre un terme à l'opération de l'OTAN en « nettoyant » le Kosovo des Albanais de souche, en saturant les infrastructures des pays voisins et en fracturant la cohésion de l'alliance. Si, malgré tous ses efforts, il a échoué, c'est essentiellement parce que l'OTAN a su s'adapter aux nouvelles circonstances. Il convient de s'attendre à d'autres tentatives de menaces asymétriques lors de conflits futurs.

Il est important de souligner que la Serbie aura profité de l'expérience iraquienne pour planifier ses opérations asymétrique lors du conflit du Kosovo. Le Hezbollah avait, pour sa part, effectivement vaincu Israël et l'Armée du Sud-Liban avec un nombre limité d'armes modernes. Quant à l'Iran, elle avait su utiliser des sous-marins, des mines, des forces non conventionnelles et des missiles antinavire pour contrer, par une menace asymétrique particulière, tout mouvement naval dans le sud du Golfe.

En conséquence, le Moyen-Orient se tourne vers des formes de guerre asymétriques qui pourraient réduire considérablement l'importance des transferts d'armes.

- *Attaque soudaine ou surprise* : l'efficacité militaire de la projection des forces dépend, en grande partie, de l'alerte stratégique, d'une prise de décision à temps et d'une mobilisation et d'un redéploiement efficaces.
- *Saturation* : il n'existe pas de moyen permettant de déterminer avec précision le point où la masse (ou quantité de la force) l'emporte sur une meilleure efficacité (ou qualité de la force) – les actions privilégiant la masse ont, de tout temps, remporté bien moins de succès que les experts militaires n'avaient pu le prévoir. Cependant, même les forces les meilleures atteignent un point où elles ne peuvent conserver l'avantage dans la gestion de la bataille, les combats aériens ou les guerres de manœuvre face à un adversaire qui détient l'avantage numérique ou multiplie les menaces. En outre, un effet de saturation peut provoquer une véritable débâcle, plutôt qu'une dégradation progressive dont pourrait se remettre une force du plus haut rang. Différentes activités en seront affectées : les déploiements avancés, la mobilisation, le recours aux tactiques défensives plutôt qu'aux défenses offensives ou de préemption.
- *Les pertes subies* : lors d'un conflit, il ne s'agit pas seulement de pouvoir emporter une bataille, mais d'être aussi capable d'assumer certaines pertes. De nombreuses puissances sont extrêmement sensibles sur la question des victimes. Cette sensibilité peut limiter leur marge de manœuvre lorsqu'il s'agit de prendre des risques et de poursuivre certains combats si le nombre de victimes est jugé excessif par rapport à l'objectif poursuivi.
- *Les pertes infligées* : l'importance de l'opinion internationale et du soutien de l'extérieur oblige certaines nations à s'engager dans des conflits de faible ou moyenne intensité de façon à limiter le nombre de victimes et les dommages collatéraux pour l'ennemi. Elles doivent montrer qu'elles s'efforcent d'adopter un style de combat « humain ».

- *Combat de faible intensité* : il est difficile d'utiliser des armes avancées. Ces combats étant menés essentiellement contre les peuples, et non contre des cibles matérielles, la plupart des avantages techniques sont difficiles à exploiter. Ces guerres sont très politiques. Emporter l'opinion publique est tout aussi important pour la victoire que de vaincre l'ennemi. Les conditions politiques qui auront prévalu seront, à cet égard, plus déterminante que l'efficacité des forces classiques de chaque partie.
- *Prises d'otage et terrorisme* : dans ces cas-là, le problème est le même que lors des conflits de faible intensité; les puissances disposant de technologies avancées ne peuvent utiliser leurs forces classiques, mais mener des combats de faible envergure en ayant essentiellement recours à l'infanterie. L'intelligence humaine est plus importante que l'intelligence militaire classique et la lutte contre le terrorisme se déroule pour l'essentiel dans des zones urbaines ou très peuplées.
- *Guerre en zone urbaine* : cette question est toujours un réel problème pour les puissances militaires avancées. La plupart des forces occidentales ne sont pas formées ni équipées pour mener des combats prolongés en zones urbaines lors de conflits régionaux, surtout lorsque les combats risquent de frapper d'importantes populations civiles en territoire ami.
- *Conflit prolongé et guerre d'occupation* : il est impossible de trouver une issue rapide à toutes les guerres. De nombreuses formes de conflit, en particulier celles qui impliquent des opérations de maintien ou d'imposition de la paix, nécessitent une occupation militaire prolongée.
- *Armes de destruction massive* : la menace ou l'utilisation de telles armes peut, dans certains cas, compenser une faiblesse en termes d'armement classique et, dans d'autres cas, dissuader certaines actions militaires.

Enfin, la régionalisation de la prolifération est un processus continu qui repose essentiellement sur le transfert des technologies à double usage et n'a pas grand-chose à voir avec les transferts d'armes classiques ou les actions visant à les contrôler. Cette régionalisation commence sans doute en Algérie pour s'étendre à l'Est par la Libye, l'Égypte, Israël, la Syrie, l'Iran et l'Iraq. En outre, le Yémen pourrait avoir des systèmes rudimentaires de vecteurs de missiles et de petits stocks d'ypérite. Le Soudan est, pour sa part, de plus en plus souvent cité comme un producteur possible d'armes chimiques.

Les pays proliférateurs du Moyen-Orient sont fortement influencés par les actions des proliférateurs qui sont en dehors de la région et ils n'ont guère besoin de regarder jusqu'en Corée du Nord. L'Inde et le Pakistan ont, de toute évidence, gagné en influence et prestige en testant des armes nucléaires et des missiles à longue portée. Les responsables iraniens ont souvent cité l'exemple de la prolifération pakistanaise pour illustrer la « légitimité » de la prolifération et moins souvent évoqué publiquement le Pakistan comme une menace potentielle. La gesticulation des missiles le long du détroit de Taiwan est loin d'être ignorée par le Moyen-Orient. Quant à l'importance accordée par les États-Unis à la défense antimissile nationale et l'accent mis sur les risques d'attaques terroristes ou clandestines (qu'elles soient nucléaires, biologiques, chimiques ou radiologiques), ils ont fait ressortir les conséquences de la prolifération.

Les perspectives aux niveaux mondial et régional de la maîtrise des armements sont, pour l'heure, bien minces. Il est, en outre, presque certain que les proliférateurs du Moyen-Orient tenteront d'acquérir des armes de destruction massive, encore plus meurtrières et sophistiquées, ainsi que des vecteurs à longue portée. Ils chercheront à se doter d'armes qui leur permettront de frapper avec précision des cibles stratégiques cruciales comme des cargaisons de pétrole, ou des usines de dessalement. Dans le même temps, la diffusion, entre autres, des biotechnologies, des technologies pétrochimiques, des technologies de transformation alimentaire et des technologies pharmaceutiques

ne feront qu'accroître les capacités régionales de production d'armes biologiques avancées stockables, résistantes à la chaleur et à la lumière et aussi meurtrières que des armes nucléaires.

Tendances

Dans de nombreux cas, les puissances régionales impliquées dans la prolifération encourent des sanctions internationales ou sont signataires d'accords de maîtrise des armements qui prévoient de telles sanctions. Il est paradoxal de constater que la mondialisation de la maîtrise des armements incite très fortement ces pays à effectuer leurs activités clandestinement. La bonne nouvelle, c'est que ces limites ont souvent réduit leur taux d'activité et de succès et considérablement multiplié le coût de l'acquisition et du déploiement de menaces décisives comme les armes nucléaires. La mauvaise nouvelle, c'est que des nations comme l'Inde ou le Pakistan ont montré que de telles barrières n'empêchent en rien les changements militaires; des nations comme l'Iran ou l'Iraq continuent d'acquérir les technologies nécessaires pour améliorer leurs capacités.

Dans la pratique, cela signifie que le Moyen-Orient se trouve confronté à des problèmes bien plus graves que les transferts d'armes classiques.

- *L'apparition d'une nouvelle norme internationale, les armes de destruction massive* : comme l'a démontré la guerre Iran-Iraq, les entraves actuelles à l'emploi d'armes de destruction massive sont minces et peuvent disparaître sous la pression de la guerre. La guerre du Golfe a prouvé que les attaques de missiles contre des agglomérations et « l'escalade horizontale » sont de réelles menaces; si elle s'était produite quelques années plus tard, cette guerre aurait très bien pu conduire à l'utilisation étendue d'armes de destruction massive. Le risque est grand de voir un nouveau conflit utiliser les armes de destruction massive – par exemple, un conflit nucléaire entre l'Inde et le Pakistan – et « légitimer » soudain à la fois leur prolifération et leur emploi. Elles pourraient ainsi constituer une nouvelle « norme » pour de nombreux pays en développement.
- *La prolifération mondiale de « capacités critiques »* : les difficultés que posaient l'acquisition d'armes nucléaires et l'utilisation d'agents chimiques et biologiques à des fins militaires ont freiné la prolifération. Certaines de ces tendances pourraient se poursuivre. En effet, si la plupart des puissances peuvent aujourd'hui concevoir des armes à fission ou des armes dites dopées, les technologies nécessaires à la mise au point de matières fissiles ont peu progressé. Cette situation semble devoir perdurer, même si l'acquisition auprès de l'ex-Union soviétique de matières fissiles ou de technologie de centrifugation à haute vitesse, requise pour construire de petits réacteurs destinés à produire du plutonium, présente toujours des risques. Les États-Unis se trouveraient confrontés à des risques encore plus graves que ceux qu'ils connaissent aujourd'hui, si les mesures politiques imposées par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) disparaissaient et si les fournisseurs se montraient plus enclins à vendre les technologies pertinentes.
- *Les armes biologiques et chimiques* : elles ne sont pas soumises à des mesures analogues. Avec la diffusion mondiale des biotechnologies, la multiplication des installations de transformation alimentaire, des usines d'engrais et des usines pétrochimiques, un plus grand nombre de pays a progressivement la possibilité de fabriquer des armes biologiques et chimiques de pointe. Dans les faits, de nombreux pays ont déjà engagé de telles activités. Les services de renseignement américains avancent un chiffre compris entre 25 et 35, mais toute liste de pays reste confidentielle. En outre, la propagation des technologies concernant les ogives de missiles, les munitions de

dispersion, les dispositifs de dispersion et les technologies de véhicules aériens télépilotés facilite la fabrication de telles armes.

- *Le risque des biotechnologies* : les armes biologiques modernes peuvent être aussi meurtrières que les armes dopées ou à fission. Elles peuvent aussi être utilisées dans des attaques qui menaceront le secteur agricole ou être modifiées (avec ou sans génie génétique) de façon à mettre en échec les traitements médicaux ou les vaccins alors disponibles. La mondialisation rend ces armes plus accessibles et moins coûteuses et développe les capacités nationales de production et de recherche pour produire en masse de telles armes avec un risque minime de détection. Il est fort probable que la menace de prolifération nucléaire, qui a dominé la seconde moitié du xx^e siècle, sera égalée voire surpassée par celle posée par la mondialisation des biotechnologies.
- *Les systèmes de frappe en profondeur* : les pays comme la Corée du Nord, l'Iran et l'Iraq prouvent que des pays en développement peuvent acquérir les technologies nécessaires pour fabriquer des propulseurs de missiles capables de lancer des armes de destruction massive avec suffisamment de précision pour frapper des cibles de la taille d'une ville dans un rayon de plus de 1 600 km ou même d'une portée intercontinentale. Dans le même temps, la prolifération des dispositifs de guidage GPS et des réacteurs commerciaux particuliers réduit considérablement le coût de la mise au point et de la production des missiles de croisière d'une portée supérieure à 960 km.
- *Les armes de destruction massive et les guerres asymétriques* : les technologies et les armes nécessaires pour lancer des attaques secrètes ou s'engager dans un combat par procuration avec des armes de destruction massive coûtent bien moins cher que celles nécessaires pour utiliser des missiles balistiques ou de croisière. Elles deviennent également accessibles à des acteurs non étatiques comme les terroristes ou les extrémistes. Les attaques effectuées avec ce type d'armes sont, en outre, difficilement attribuables.
- *La défense alliée et nationale* : les différents risques que nous venons d'évoquer expliquent la nécessité d'une défense nationale que la plupart des États n'ont pas envisagée sérieusement depuis le début de l'ère thermonucléaire. Il est loin d'être certain que la direction des nouveaux proliférateurs sera aussi sensible à la dissuasion rationnelle que la Russie. L'attitude de l'Iraq et de la Corée du Nord peut susciter de sérieuses inquiétudes lorsqu'on pense à leurs comportements passés plutôt imprévisibles. Un État en développement « rationnel » pourrait tout à fait se retrouver impliqué dans un processus d'escalade sans limite. Le problème c'est qu'il existe de nombreuses formes d'attaque qui n'impliquent pas une déclaration de guerre manifeste ni l'identification de l'agresseur, et les formes de défense les plus coûteuses – défenses antimissile nationales ou de théâtre – ne portent que sur les agressions les plus coûteuses et évidentes. En conséquence, une contre-prolifération efficace pourrait impliquer un changement global : un mélange de mesures coûteuses de défense nationale allant de la défense antimissile à la contre-prolifération en passant par des moyens d'intervention pour limiter les dégâts et remédier aux conséquences.

Conclusion

L'évolution de ces tendances ne comporte aucune certitude. Il est impossible d'établir des probabilités fiables s'agissant de leur nature, leur rythme ou leur efficacité. Il se peut, en outre, que la diplomatie, les changements politiques et le développement économique les réduisent, les fassent

reculer ou n'empêchent, tout du moins, des changements profonds de paradigmes. Il se peut aussi qu'elles interagissent et entraînent un climat encore plus tendu et menaçant au Moyen-Orient.

D'importants revenus pétroliers, la prolifération, le conflit entre Israël et Palestiniens, le vieillissement des arsenaux actuels et la crainte grandissante de voir l'Iraq se soustraire aux sanctions ne sont pas des éléments propices à la stabilité régionale. En conséquence, il est fort probable que les dépenses militaires s'accroîtront considérablement au cours des prochaines années – elles devraient concerner surtout les technologies à double usage et les activités de développement de missiles et d'armes de destruction massive, plutôt que les importations d'armes.

Ces différentes tendances, ces menaces changeantes, la dépendance du monde à l'égard des exportations énergétiques du Moyen-Orient et la progression de formes encore plus meurtrières de guerre asymétrique et de terrorisme peuvent entraîner des conséquences désastreuses. Les usines énergétiques du Moyen-Orient constituent déjà des cibles très lucratives. En raison de l'hyper urbanisation du Moyen-Orient, avec généralement une zone urbaine clef qui définit la structure politique nationale, la plupart des pays pourraient être anéantis par une seule bombe. Le recours à de telles armes conduirait à l'effondrement total ou quasi total de la plupart des économies de la région. Les États proliférateurs pourraient donc mener des « guerres d'intimidation » contre ceux qui ne peuvent riposter ou qui ne sont pas soutenus par des défenses ou des dissuasions externes.

Le message en termes de maîtrise des armements est très clair. Pour néfastes qu'ils soient – et personne ne peut approuver les dépenses massives d'armements dans une région où les peuples ont tellement besoin de la paix et du développement – les transferts d'armements ne sont pas le principal problème. La résolution des conflits et les tentatives visant à contrôler la prolifération sont bien plus urgentes. De plus, le problème des pressions externes s'agissant des ventes d'armes, pour néfastes qu'elles soient, n'est pas aussi grave que la question des transferts de technologie et d'équipement à double usage. Il ne s'agit pas de dire que la région et le monde ne doivent pas tenter de limiter les transferts d'armes classiques, mais que la maîtrise des armements a d'autres priorités plus urgentes.